



Le père d'Assange: «La détermination de Julian est farouche»

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 08 août 2019

[wsws.org](#) 5 août 2019

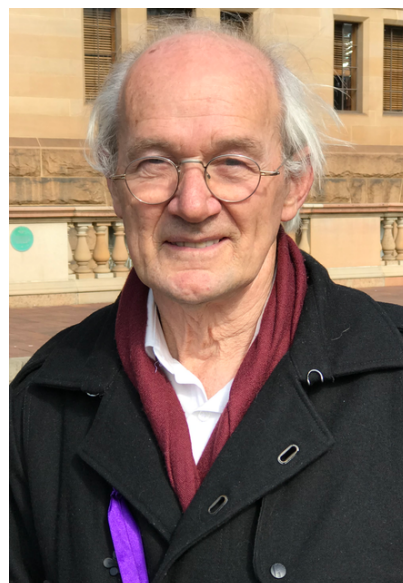
Région : [L'Europe](#), [Océanie](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

John Shipton, le père de Julian Assange et l'un des principaux militants pour sa liberté, a parlé dimanche avec le *World Socialist Web Site* (WSWS) à Sydney des conditions de détention de son fils en Grande-Bretagne et de la lutte pour empêcher son extradition vers les États-Unis. Le fondateur de WikiLeaks risque 175 ans de prison aux États-Unis pour son rôle dans la dénonciation des crimes de guerre américains.

Shipton s'était adressé à une petite manifestation devant la New South Wales State Library, où le gouvernement australien accueillait le secrétaire d'État américain Mike Pompeo pour des consultations ministérielles annuelles entre l'Australie et les États-Unis. Pompeo cherche à obtenir un soutien pour les préparatifs américains de la guerre contre l'Iran et pour sa confrontation avec la Chine.

Pompéo a joué un rôle central dans la persécution d'Assange. En tant que directeur de la CIA, il a déclaré en 2017 que WikiLeaks était un «service de renseignement hostile non étatique» et qu'Assange était un «démon» qui ne méritait pas les protections du premier amendement de la Constitution américaine. En tant que secrétaire d'État, il a été intimement impliqué dans la campagne américaine visant à faire pression sur l'Équateur pour qu'il mette fin illégalement à l'asile politique d'Assange.



John Shipton

S'adressant aux protestataires, Shipton a déclaré que la visite de Pompeo était une autre

«occasion pour l’Australie d’accueillir en son sein un belliciste ou un meurtrier de masse, de le serrer dans ses bras et de se faire mordre par la vipère».

S’adressant au WSWS, il a dit: «Nous sommes choqués que le gouvernement accueille Pompeo. Il y a tellement à critiquer des États-Unis. On pourrait remplir des bibliothèques sur les difficultés de traiter avec les États-Unis à n’importe quel niveau géopolitique.»

«Pompeo est ce qu’on appellerait en Australie une grande gueule, un vantard. Personne ne fait attention à ce qu’il dit. La déclaration qu’il a faite, selon laquelle WikiLeaks est un «service de renseignement hostile non étatique», ne se reflète pas dans les procès qui ont été intentés contre Julian, qui ont confirmé son statut de journaliste et d’éditeur.»

Shipton a condamné le refus du gouvernement australien de soulever la question d’Assange avec les États-Unis, ou de prendre des mesures pour sa défense. «Le silence est complicité», a-t-il déclaré.

Le WSWS a interrogé Shipton au sujet du rejet, la semaine dernière, d’une action civile intentée par le Comité national démocrate américain (CND) contre Assange.

L’action en justice avait prétendu que la publication par WikiLeaks en 2016 de courriels divulgués, exposant les tentatives du CND de truquer les primaires du Parti démocrate contre Bernie Sanders, socialiste démocrate autoproclamé, ainsi que les discours secrets tenus par Hillary Clinton aux banques de Wall Street, était illégale.

Shipton a commenté que le verdict était «extraordinaire». Le CND a intenté une action civile contre WikiLeaks, Julian Assange et quelques autres moins notables, comme Trump et la Russie. Le juge a statué, sur la base de la jurisprudence du Pentagon Papers, que ce que WikiLeaks avait publié était dans l’intérêt public, et a rejeté l’affaire civile que le CND avait introduite. Le CND semble être une organisation profondément corrompue, comme le prouvent les courriels que WikiLeaks a publiés.

«Il y a de l’action parmi les avocats qui disent que cela se répercute sur les accusations portées contre Julian pour espionnage. Pour le moment, cependant, les avocats de WikiLeaks doivent se pencher sur l’affaire d’extradition qui est en cours d’examen devant le tribunal en Angleterre. C’est la première chose. Ils doivent y gagner ou interjeter appel devant la Cour suprême d’Angleterre. Mais les fondements des accusations américaines, à mon avis, n’ont jamais été substantiels.»

M. Shipton a décrit les conditions draconiennes de la détention d’Assange à la prison de haute sécurité de Belmarsh, en Grande-Bretagne. «Pour l’instant, il n’y a pas d’accès à la bibliothèque, pas d’accès aux ordinateurs, 23 heures par jour dans une cellule et un accès limité aux avocats», dit-il. «J’imagine que c’est délibéré. Les gouverneurs de la prison veulent montrer leur autorité, alors ils rendent les choses aussi inconfortables que possible.»

La peine d’emprisonnement d’Assange pour de fausses accusations de non-respect de conditions expirera en septembre et il sera placé en détention provisoire. M. Shipton a expliqué que cela entraînerait un assouplissement de ses conditions, y compris le droit à «trois visites par semaine, plus l’accès aux ordinateurs, l’accès aux bibliothèques et le libre accès à ses avocats».

M. Shipton a souligné la détermination de WikiLeaks et de ses avocats à rejeter la demande

d'extradition américaine. Il a raconté que «dans une interview avec le commissaire de la police métropolitaine du Royaume-Uni, Gareth Pierce, l'avocat de Julian, a déclaré: «Si vous arrêtez Julian Assange, nous combattons cette extradition jusqu'à la fin des temps». Sa détermination est farouche, comme celle de Julian, la mienne et celle de tous ceux qui luttent pour sa liberté.»

Le père d'Assange a fait état d'une atteinte plus large aux droits fondamentaux. «Ce qui me préoccupe, c'est de défendre notre droit à la liberté d'expression ici en Australie, a-t-il dit. Il est clair que ce gouvernement a l'intention de restreindre notre accès à Internet et c'est ce qui me préoccupe. Je vois ça comme une attaque contre notre droit à l'information.»

Shipton a noté le rôle pernicieux joué par la presse officielle: «Le centre de gravité, pour utiliser un terme clausewitzien, du savoir, c'est les médias de masse. Ils contrôlent ce que nous pensons et la façon dont nous interprétons les événements, de sorte que notre première attaque vise les médias de masse, à travers les médias alternatifs, les blogs, les forums et un peu de Twitter mais pas Facebook.»

Il a commenté une récente émission du réseau ABC en deux parties, «Four Corners», sur Julian Assange. «Les deux épisodes ont passé un temps excessif à diffuser des attaques subjectives sur la personnalité d'Assange. Ils ont donné libre cours aux opposants d'Assange, y compris les partisans du gouvernement américain, pour le calomnier.»

M. Shipton a déclaré que les programmes étaient «épouvantables». Une honte stupéfiante en fait. Nous déposerons une plainte officielle auprès de l'ABC à ce sujet.

«Je vais l'illustrer par un point. Domscheit-Berg [un critique d'Assange qui a été présenté dans le programme] était impliqué dans WikiLeaks il y a neuf ans. Il a été congédié parce qu'il avait volé 3,5 gigaoctets de fuites et les serveurs sur lesquels elles étaient installées. Il n'a rien à voir avec la vidéo du meurtre collatéral. Il s'est enfui d'Islande parce qu'il avait peur. L'utiliser comme témoignage est tout simplement absurde.

«Alan Rusbridger [ancien rédacteur en chef du Guardian, qui a également fait l'objet d'un reportage dans l'émission] a participé avec Julian et WikiLeaks durant deux semaines, il y a neuf ans, à la publication des journaux de guerre en Irak et en Afghanistan et des câbles diplomatiques américains. Depuis, ils n'ont plus rien à voir avec WikiLeaks, ils ne sont donc plus en mesure de faire des commentaires.

«Le *Guardian* a depuis poursuivi Julian, au point de falsifier complètement les preuves contre lui.»

Shipton a noté que le *Guardian* a publié en novembre dernier un article affirmant que le lobbyiste politique américain Paul Manafort a rencontré Assange à l'ambassade équatorienne en 2013, 2015 et début 2016. L'affirmation visait à lier Assange à Manafort, qui a ensuite servi de conseiller de la campagne Trump et a été une cible centrale de l'enquête américaine sur la prétendue collusion entre Trump et la Russie.

«Julian était surveillé 24 heures sur 24 à l'ambassade, et il n'y avait aucune preuve d'une visite, donc c'était une fabrication complète,» a déclaré Shipton.

En conclusion, le père d'Assange a souligné l'importance pour les gens ordinaires de prendre position pour défendre le fondateur de WikiLeaks. «Faites pression sur vos membres du parlement, les députés fédéraux, les députés d'État, les députés locaux.

Écrivez-leur et demandez-leur: «Qu'est-ce qui se passe ici? C'est un Australien qui veut rentrer chez lui, il est enfermé depuis neuf ans. Notre gouvernement peut y remédier, mais seulement avec vos encouragements.»

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWs, le 5 août 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Oscar Grenfell](http://wsws.org), wsws.org, 2019

Articles Par : [Oscar Grenfell](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca